



Diacronie

Studi di Storia Contemporanea

47, 3/2021

LGBTQIA+: sessualità, soggettività, movimenti, linguaggi

Le passage d'une communauté à un mouvement LGBT en Tunisie : évitement, adaptations et revendications

Zeineb TOUATI

Per citare questo articolo:

TOUATI, Zeineb, «Le passage d'une communauté à un mouvement LGBT en Tunisie : évitement, adaptations et revendications», *Diacronie. Studi di Storia Contemporanea : LGBTQIA+: sessualità, soggettività, movimenti, linguaggi*, 47, 3/2021, 29/10/2021,

URL: < http://www.studistorici.com/2021/10/29/touati_numero_47/ >

Diacronie Studi di Storia Contemporanea → <http://www.diacronie.it>

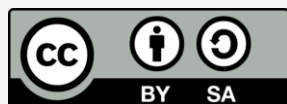
ISSN 2038-0925

Rivista storica online. Uscita trimestrale.

redazione.diacronie@studistorici.com

Comitato di direzione: Naor Ben-Yehoyada – João Fábio Bertonha – Christopher Denis-Delacour – Maximiliano Fuentes Codera – Tiago Luís Gil – Anders Granås Kjølsvædt – Deborah Paci – Mateus Henrique de Faria Pereira – Spyridon Ploumidis – Wilko Graf Von Hardenberg

Comitato di redazione: Jacopo Bassi – Roberta Biasillo – Luca Bufarale – Luca G. Manenti – Andreza Maynard – Mariangela Palmieri – Fausto Pietrancosta – Elisa Tizzoni – Matteo Tomasoni – Luca Zuccolo



Diritti: gli articoli di *Diacronie. Studi di Storia Contemporanea* sono pubblicati sotto licenza Creative Commons 3.0. Possono essere riprodotti e modificati a patto di indicare eventuali modifiche dei contenuti, di riconoscere la paternità dell'opera e di condividerla allo stesso modo. La citazione di estratti è comunque sempre autorizzata, nei limiti previsti dalla legge.

4/ Le passage d'une communauté à un mouvement LGBT en Tunisie : évitement, adaptations et revendications

Zeineb TOUATI

RESUMÉ: Nous proposons dans cette contribution d'explorer les étapes et les modalités de construction du mouvement LGBT en Tunisie, en montrant les stratégies d'adaptation au contexte socio-politique. Les revendications et les modalités de lutte de la communauté LGBT se sont adaptées aux moyens disponibles, aux failles du système politique et médiatique, à la libéralisation de la période de transition à partir de 2011 et aux opportunités offertes par les médias numériques. Encore en phase de structuration et d'ajustement, le mouvement s'est toutefois imposé sur les scènes politique et médiatique et commence à bousculer les normes et les tabous

ABSTRACT: This paper proposes to explore the stages and construction's modalities of the LGBT movement in Tunisia. Hence, it shows the movement adaptation strategies to the socio-political context. The claims and struggle methods of the LGBT community have adapted to the available means, the flaws of the political and media system, the liberalization following the transition period from 2011 and the opportunities offered by digital media. Still in a structuring and adjustment phase, the movement has however imposed itself on the political and media scenes and is beginning to shake up standards and taboos.

Introduction

L'histoire, les représentations et les formes d'expression des communautés et mouvements LGBT dans le monde arabe sont peu étudiées. Dans les pays arabes, qui se distinguent par une domination de la culture patriarcale et où la religion musulmane est majoritaire, l'homosexualité est légalement interdite et socialement réprimée. Plus largement, toute pratique sexuelle non hétéronormée et hors cadre légal du mariage est considérée comme déviante et donc passible de peines de diverses gravité : prison, châtiments corporels et peine de mort pour les cas extrêmes. L'interdiction légale et la marginalisation sociale n'ont pas empêché des communautés LGBT de se structurer et d'émerger dans plusieurs pays arabes. En dépit des contextes politiques autoritaires, du manque de démocratie et des sociétés conservatrices, certaines de ces communautés ont acquis une visibilité médiatique et sont identifiables comme mouvements de revendication

notamment au Liban¹, au Maroc depuis 2004² et en Algérie à partir de 2007³. Dans les trois cas, une adaptation au contexte autoritaire des régimes et au caractère conservateur des sociétés a été nécessaire notamment à travers le militantisme en ligne ou depuis l'étranger et des spécificités nationales et locales de l'activisme LGBT apparaissent.

La Tunisie, pourtant considérée comme avant-gardiste dans les questions d'égalité entre les deux sexes et ayant entamé très tôt des réformes sociétales importantes, se distinguait par l'absence de revendications et de signes d'activisme LGBT. En dépit de l'absence d'une communauté LGBT organisée, les homosexuels et transexuels se connaissaient, se reconnaissaient et avaient établi des modes de communication et des systèmes d'entre-aide et de soutien. Les personnes LGBT vivaient dans la clandestinité, dans la peur des arrestations, en subissant différentes formes de violences physiques et symboliques, de marginalisation et d'exclusion tout en mettant, progressivement, en place un réseau informel d'entre-aide. Plusieurs facteurs socio-symboliques s'entremêlent pour instaurer un climat social très homophobe⁴ qui s'exprime publiquement dans les blagues, les insultes, les proverbes, dans les discours médiatiques et politiques. Il s'agit d'une homophobie institutionnalisée et admise. Le machisme patriarcal ambiant dans la société tunisienne explique en grande partie cette homophobie régnante. Il dénigre particulièrement l'homosexuel passif -assimilé à une femme qui se fait pénétrer et donc inférieur à l'homme viril- menaçant donc la représentation dominante du mâle arabe et sa virilité supposée.

Par ailleurs, l'article 230 du code pénal tunisien condamne les relations sexuelles entre personnes du même sexe et prévoit jusqu'à trois ans de prison pour homosexualité⁵.

Les dix dernières années sont marquées par l'émergence et la structuration d'une communauté mouvement LGBT porteuse de revendications identitaires fortes et à l'origine de plusieurs actions de mobilisation. Par communauté LGBT, nous entendons les principales associations et les collectifs qui œuvrent depuis 2011 dans ce domaine et qui sont : Damj⁶ pour la Justice et l'Égalité

¹ Avec la création de l'Association Helm (Rêve) qui a initié très rapidement des revendications de dépénalisation de l'homosexualité et qui organise des mobilisations de rue.

² Mouvement Kif kif lancé en 2004 (URL: < <https://kifkif.info/> >) et le Forum GayMaroc (2005). Les initiatives marocaines sont initialement installées en Espagne et principalement actives en ligne.

³ Avec le groupe Abou Nawas (2007), suivi par Alouen (Couleurs) en 2011, URL: < <https://fr-fr.facebook.com/AAlouen/> > [consulté le 16 septembre 2021].

⁴ La Tunisie était classée en 2013 parmi les pays les plus homophobes selon l'enquête sur l'acceptation sociale de l'homosexualité réalisée par le Pew Research Center. Disponible sur, URL: < <https://www.pewresearch.org/global/2013/06/04/the-global-divide-on-homosexuality/> > [consulté le 16 septembre 2021].

⁵ L'article 230 date de 1913. Pour un aperçu détaillé sur l'article 230 et les modalités de criminalisation de l'homosexualité en Tunisie, voir l'ouvrage de Ramy Khouili et Daniel Levine-Spound, *Article 230 : une histoire de la criminalisation de l'homosexualité en Tunisie*, Tunis, Simfact, 2019.

⁶ Inclusion/Intégration. Elle a été la première association créée en Tunisie. Le dépôt du statut a été fait en février 2011, mais la publication au journal officiel n'a été effectuée qu'en août 2012.

(2011), le collectif Kelmt⁷ (2011), le groupe Arken⁸ (2012), Without Restrictions (2014), Mawjoudin - We exist⁹ (2015), Chouf¹⁰, et Shams (2015). Cette émergence coïncide avec la phase de transition politique que connaît le pays depuis 2011 et qui est marquée par plusieurs bouleversements socioculturels, des questionnements identitaires et des revendications des minorités religieuses et linguistique qui aspirent à être reconnues.

Nous proposons dans cette contribution de retracer l'histoire de la communauté LGBT tunisienne, des prémises de la communauté aux frémissements d'un mouvement social, en montrant les tactiques d'adaptation au contexte socio-politique et les stratégies de contournement mises en place. Nous montrerons en quoi les revendications et les modalités de lutte de la communauté LGBT ont tenu compte des moyens disponibles, des failles du système politique et des opportunités offertes par les médias numériques. Notre problématique principale étant de comprendre comment la communauté a pu s'organiser pour devenir un mouvement de revendication. Nous allons distinguer les phases de construction symbolique et structurelle de cette communauté LGBT, étudier le rôle du contexte politique dans l'accélération de l'émergence du mouvement et comprendre comment les médias numériques se sont constitués en alternative médiatique pour les minorités.

Cette étude nous semble pertinente dans la mesure où elle nous permettra de mettre à l'épreuve les théories des mouvements sociaux et de la mobilisation des ressources. Elle nous paraît novatrice dans le sens où elle questionne le devenir d'un mouvement naissant qui porte des revendications identitaires et culturelles dans un pays où les luttes ont souvent été politiques et idéologiques.

Pour aborder cette problématique, nous déployons une méthodologie basée en premier lieu sur l'observation des pratiques et des positionnements des différents acteurs lors de réunions et de meetings, et sur des entretiens semi-directifs réalisés avec six militants et sympathisants LGBT tunisiens entre 2015 et 2019. L'analyse de ces entretiens est complétée par une série d'entretiens réalisée, pour les besoins de deux autres recherches, avec des militantes féministes de l'ATFD, des responsables et militants d'ONG des droits de l'Homme (entre 2001 et 2006) et des représentants de la gauche et des syndicalistes (entre 2009 et 2012). Le second volet est basé sur l'ethnographie de la communication électronique. Nous observons, décrivons et analysons les dispositifs, les usages et les acteurs engagés dans les nouveaux médias d'expression, de mobilisation et d'activisme en ligne au profit des droits des LGBT en Tunisie.

⁷ « Ma parole ». Le groupe est très actif en ligne, entre 2012 et 2016, pour sensibiliser aux droits des personnes LGBTQI++, URL: < <https://www.facebook.com/Kelmt/> > [consulté le 16 septembre 2021].

⁸ Les recoins. Le groupe n'a pas le statut d'association.

⁹ « Nous existons » (We exist).

¹⁰ « Regarde ». Unique association féministe LBTQI++ créée officiellement en 2015, mais elle avait commencé son action en 2013 en France.

Nous nous référons à l'analyse de contenu de 10 pages Facebook d'associations, de collectifs tunisiens de défense des droits des LGBT¹¹, et de militants. Le choix de Facebook s'explique par la présence sur cette plateforme de toutes les associations LGBT, la place importante qu'elle occupe ou qui lui est accordée dans l'espace médiatique et politique. La Tunisie comptait un peu plus de 8 millions d'internautes¹² dont 6,4 millions présents sur Facebook¹³ soit 66% de la population¹⁴.

Notre démarche et nos questionnements s'inscrivent dans la sociologie des mouvements sociaux et les théories de l'action collective¹⁵. Elle se réfère aux travaux sur les communautés et les communautés virtuelles¹⁶. Elle s'inscrit également dans la continuité des recherches sur les nouvelles formes de participation et de mobilisation par et pour des groupes marginalisés ou fragilisés comme certains groupes politiques¹⁷ et les minorités sexuelles¹⁸ prolonge nos travaux antérieurs sur les nouvelles formes d'engagement et de militantisme en Tunisie et l'évolution des revendications genrées sur internet¹⁹ et le contournement des interdits et des tabous sociaux²⁰.

La première partie de cette contribution permettra de dégager et de cerner une phase de gestation de la communauté LGBT. Nous y montrerons comment l'interaction entre l'engagement associatif, la persécution et la découverte d'autres expériences à l'international mènent à la

¹¹ Dont les pages Facebook de *Damj*, *Mawjoudin*, *Shams*, *Le collectif Chouf Minorities*, *Kelmti*. Ces associations seront présentées ultérieurement dans le texte.

¹² Sur une population de près de 12 millions d'habitants.

¹³ URL: < <https://www.internetworldstats.com/stats1.htm> > [consulté le 16 septembre 2021]. Chiffres au 30 juin 2019 publiés en novembre 2019.

¹⁴ Les utilisateurs de Facebook sont 57% des hommes et 43% des femmes. 96% d'entre-eux se connectent sur des mobiles et déclarent un usage quotidien du réseau social. Les 25-34 ans et les 18-24 ans arrivent à égalité en tête des utilisateurs et forment 65% des connectés. Facebook est le réseau social le plus utilisé en Tunisie, il devance de loin Instagram qui compte 1.900.000 abonnés (16,5% de la population).

¹⁵ McCARTHY, John D., ZALD, Mayer N., « Resource Mobilization and Social Movements: a Partial Theory », in *American Journal of Sociology*, 82, 1977, pp. 1212-1241; TILLY, Charles, *Social Movements 1768-2004*, Boulder (Co), Paradigm Publishers, 2004; MELUCCI, Alberto, « The New Social Movements: a Theoretical Approach », in *Social Science information*, 19, 2/1980, pp. 199-226; ID., *Challenging Codes: Collective Action in the Information Age*, New York, Cambridge University Press, 1996; NEVEU, Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2019.

¹⁶ RHEINGOLD, Howard, *The virtual community: Homesteading on the Electronic Frontier*, Reading (MA), Addison Wesley, 1993; SMITH, Marc, KOLLOCK, Peter, *Communities in cyberspace*, Londres, Routledge, 1999; HARVEY, Pierre-Léonard, *Cyberspace et communautaire*, Laval, Presses Universitaires de Laval, 1995; BENSHP, Albert, *Virtual communities: networks of the future*, Amsterdam, Socio Site, 1998.

¹⁷ CARDON, Dominique, GRANJON, Fabien, *Médiactivistes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013; MABI, Clément, THEVIOT, Anaïs (dir.), *Politiques de communication: S'engager sur Internet. Mobilisations numériques et pratiques politiques*, 3/2014

¹⁸ LEVY, Joseph Josy, DUMAS, Jean, RAYAN, Bill, THOER, Christine, *Minorités sexuelles, Internet et santé*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2011.

¹⁹ TOUATI, Zeineb, *Internet, Facebook et l'émergence de nouvelles formes d'engagement en Tunisie*, in DAGHMI, F., TOUMI F., AMSIDDER A. (dir.) *Les médias font-ils les révolutions? Regards critiques sur les soulèvements arabes*, Paris, L'Harmattan, 2013, pp. 165-181; TOUATI, Zeineb, « Les médias numériques et les revendications de la communauté LGBT en Tunisie: témoins d'une décennie de bouleversements socioculturels », Colloque international *Métamorphoses de l'action citoyenne. Bilan d'une décennie de recherche sur les réseaux numériques*, Agadir, 2020.

²⁰ TOUATI, Zeineb, *Interactions socio-symboliques et tabous sociaux entre évolution sociopolitique et communication sur internet*, in DAGHMI, Fathallah, TOUMI, Farid, AMSIDDER, Abderrahmane (dir.), *Médias et changements. Formes et modalités de l'agir citoyen*, Paris, L'Harmattan, 2015, pp. 181-196.

construction d'une communauté LGBT en Tunisie. Cette phase est marquée par des tactiques d'évitement et de contournement compatibles avec la clandestinité. Dans la deuxième partie consacrée à la médiatisation des revendications et au passage d'une communauté aux prémices d'un mouvement. Nous montrerons le rôle de la libéralisation politique et des médias numériques dans l'accélération du processus. Nous explorons également, la question des hiérarchies établies au sein de la communauté, les luttes entre les différents protagonistes et composantes et les divergences actuelles en termes d'orientations et de types de mobilisation.

1. La phase de gestation et la formation d'une communauté LGBT

La période post-soulèvement de 2011 est importante dans l'émergence et la formalisation des revendications LGBT mais elle ne saurait être le seul facteur explicatif de la construction progressive d'un mouvement. Cette phase a été précédée par un long processus informel d'accumulation des compétences, des ressources et de structuration qui aurait commencé dès la fin des années 80.

1.1. Une initiation au militantisme

Parmi les sympathisants de la communauté et les militants actuels du mouvement LGBT, plusieurs étaient bénévoles au sein de l'Association Tunisienne de Lutte contre les maladies sexuellement transmissibles et le Sida (ATL)²¹. Nous retrouvons aujourd'hui plusieurs anciens de l'ATL au sein de Damj et parmi les membres du bureau. Il en est de même pour le fondateur du Collectif Kelmti. L'ATL avait ainsi servi de couverture pour les jeunes qui voulaient œuvrer pour les droits des LGBT en Tunisie. En effet, travailler sur la prévention des MST et la sensibilisation était une parade permettant, pour un temps, d'éviter les poursuites et les intimidations policières. Notre observation des mouvements féministes et nos recherches menées au sein des mouvements de gauche (partis politique et syndicats) nous ont permis de constater la présence parmi ces organisations de figures aujourd'hui leaders du mouvement LGBT et à l'origine d'associations ou de certaines mobilisations de la communauté. Plusieurs militants et membres du bureau de Mawjoudin sont d'anciens militants du parti *Al Massar*. De son côté, Shams compte d'anciens sympathisants du parti *Attajdid*. Ainsi, plusieurs des protagonistes du mouvement LGBT étaient

²¹ Créée en 1990, l'association ouvre dans la prévention contre le SIDA. Elle intervient auprès des populations à risque : homosexuels, travailleuses du sexe, toxicomanes en assurant des missions de sensibilisation. L'ATL Section de Tunis, URL: < <https://www.facebook.com/ATL-MST-sida-section-Tunis-page-officielle-117626454968765/?fref=ts> > [consulté le 16 septembre 2021].

présents dans les différentes organisations féministes et ou politiques de gauche sans porter de revendications relatives à leurs orientations sexuelles ; orientations qui n'étaient d'ailleurs par rendues publiques, ni partagées avec les autres militants hétérosexuels. Au sein même de ces organisations militantes souvent dans l'opposition, une stigmatisation des minorités sexuelles, des blagues homophobes et des propos sexistes pouvaient être observés. Lors de plusieurs entretiens avec des militantes de l'Association Tunisienne des Femmes Démocrates (ATFD)²² entre 2001 et 2006, nous avons pu nous rendre compte de la présence de militantes féministes lesbiennes qui taisaient leur orientation sexuelle pour éviter les repréailles contre l'association. Il en est de même des militants actifs au sein de la mouvance de gauche et d'extrême gauche qui cachaient le plus possible leurs orientations sexuelles et leurs pratiques par peur du jugement dans un milieu politique fortement masculin et qui reste ; indépendamment de ses valeurs progressistes sur un plan politique, économique et culturel ; fortement traditionaliste quand il est question de virilité, de sexualité et de domination masculine.

L'action au sein de différentes organisations partisans et associatives, a permis aux différents bénévoles et militants d'acquérir des compétences en termes de militantisme, de découvrir les modalités de l'engagement et les bases de l'activisme. Ils ont ainsi pu acquérir des compétences en termes de sensibilisation, de vulgarisation et de communication notamment pour ceux qui sont passés par l'ATL. Cette expérience a également permis de repérer des membres de la communauté LGBT qui ne s'identifiaient pas encore en tant que tels et qui étaient marginalisés ou exclus. Elle a aussi permis de tisser les prémisses d'un réseau informel d'entre-aide et de soutien entre les personnes souffrant des violences physiques, sociales ou symboliques du fait de leur orientation sexuelle.

L'engagement au sein de l'ATFD et de la mouvance de gauche a permis aux concernés de découvrir le militantisme dans un contexte autoritaire, les conséquences qui en découlent, les tactiques pour contourner les interdits, les modalités de lutte dans la clandestinité. L'ATFD, l'UGET²³ et les partis de gauche étaient tous dans l'opposition maltraitée par le pouvoir en place, subissant surveillance, intimidation et arrestation. Les futurs militants du mouvement LGBT y ont ainsi acquis des compétences de contournement et d'évitement, et maîtrisé des stratégies de médiatisation. Certains membres de la communauté ont choisi d'intégrer des ONG œuvrant dans l'humanitaire ou dans les droits de l'Homme comme la Ligue des Droits de l'Homme, le Croissant Rouge tunisien ou Amnesty International (section Tunisie). C'était le cas des membres du bureau

²² L'ATFD : association féministe créée en 1989 pour défendre les droits des femmes et promouvoir l'égalité dans les domaines politique, social, économique et culturel. Elle lutte aussi contre toutes les formes de discriminations et de violences mais aussi contre toutes les manifestations de l'ordre patriarcal. Plus de précisions sur le site (URL: < <https://atfd-tunisie.org/> >) et sur la page Facebook de l'association : (URL : < <https://www.facebook.com/femmesdemocrates/> > [consulté le 16 septembre 2021].

²³ Union Générale des Etudiants Tunisiens.

de Mawjoudin ou de Ali Bousselmi, président de l'association qui a intégré une première fois Amnesty dans les années 2000 et qui y est revenu en 2011 pour une deuxième expérience ; ou encore des membres de Damj anciens membres du Croissant rouge.

Le passage par des associations humanitaires ou d'Amnesty International a permis l'acquisition de compétences dans la gestion d'une association, la gestion de projet, la coordination des groupes ou encore la maîtrise des aspects administratifs et financiers ; compétences qui vont s'avérer indispensables lors de la création des associations LGBT.

Grâce à l'engagement au sein des différentes structures, plusieurs bénévoles ont bénéficié de séjours à l'étranger à l'occasion de réunions internationales et de sessions de formations. Les militants au sein de l'ATL ont par exemple bénéficié de formations organisées notamment par le Fonds ONU Sida. Grâce aux rencontres effectuées, ils ont découvert des modalités d'action dans d'autres pays, différents types de financements étrangers disponibles et les moyens d'y accéder (dossiers, conditions..). Il en est de même pour les engagés au sein de l'ATFD, d'Amnesty international ou encore du Croissant Rouge. Les bénévoles accumulent aussi des contacts et développent leurs ressources relationnelles qui seront mises à contribution lors de la création des différentes associations LGBT tunisiennes.

Les différents séjours, formations et échanges permettent également aux bénévoles et militants de découvrir les expériences LGBT dans d'autres pays arabes notamment celles des communautés libanaise et marocaine qui les ont respectivement impressionnés et inspirés. L'expérience libanaise de l'association « Helm » les impressionne par la structuration en association, l'implantation dans plusieurs pays, la teneur des revendications et la demande de dépénalisation de l'homosexualité. Les militants tunisiens vont en garder le projet de la structuration en association. L'expérience marocaine montre l'opportunité de l'usage du numérique et de la mobilisation depuis l'étranger. La proximité culturelle, géographique et historique entre les pays va rapprocher les trois communautés. L'héritage socio-culturel commun et le caractère autoritaire des régimes politiques et homophobe des sociétés renforcent les liens entre les communautés et confortent l'imprégnation des tunisiens par ces expériences.

1.2. Identification et sentiment d'appartenance

La précédente partie montre la présence de militants et de bénévoles qui partagent les mêmes intérêts, les mêmes objectifs, les mêmes peurs et qui encourent les mêmes risques. Certains ont choisi différentes formes d'engagement associatif volontairement ou à défaut d'autres structures. De ces différentes expériences militantes et de bénévolat résultent une découverte du fonctionnement du monde associatif, des difficultés de l'engagement dans un contexte autoritaire

et une prise de conscience de la nécessité de se former et d'engranger des compétences en vue d'une future structuration.

Les compétences acquises et les expériences individuelles ne suffisent pas à la naissance d'une communauté. Pour qu'il y ait groupe, il faut une prise de conscience de la part des membres de ce groupe de la présence de caractéristiques communes, de lutte commune ce qui renforcera le sentiment d'appartenance. La construction d'une identité de groupe et d'une conscience collective nécessitent généralement du temps et se manifestent souvent à l'occasion d'évènements marquants ou de contextes particuliers.

Dans le cas de la communauté LGBT Tunisienne, nous situons ces évènements lors de deux vagues de violences et d'arrestations particulièrement importantes. La première se situe au début des années 2000, notamment avec l'infiltration des policiers sur les quelques sites de rencontres pour homosexuels, existants à l'époque, pour repérer les homosexuels. Ils les piégeaient en leur donnant rendez-vous, sous de fausses identités, afin de les agresser, les arrêter ou les obliger à faire leur coming-out ce qui impliquait l'exclusion des familles et la rupture de toute forme de solidarité classique.

Cette première vague de violences policières, a entraîné la mobilisation des membres de la communauté en 2002 pour proposer des solutions aux homosexuels arrêtés, exclus de leurs familles et notamment les plus jeunes qui se retrouvaient à la rue.

Se forme à cette occasion une conscience collective. Les personnes LGBT étaient confrontées aux mêmes peurs, subissaient les mêmes agressions et sanctions. Elles se reconnaissaient progressivement dans une catégorie identitaire, celle que les autres leur assignent et dans laquelle ils les cataloguent à savoir celle d'« homosexuel » en opposition à la normalité sociale de l'« hétérosexuel ».

Une deuxième vague d'arrestations en 2008 et 2009 va finir par souder la communauté, renforcer le sentiment d'appartenance et clairement établir des catégories d'identification. Lors de cette vague d'arrestations arbitraires, les personnes étaient arrêtées pour « homosexualité » et sodomie alors que les procès-verbaux de la première vague mentionnaient souvent le motif de « la débauche ». Arrestations et condamnations étaient basées sur les orientations et les pratiques supposées des concernés, sur ce qui constitue une partie de leur identité. Certains juges vont jusqu'à condamner une attitude, et non une infraction tant le délit est difficile à prouver.

Face à ces attaques directes qui visent l'homosexualité et l'orientation sexuelle, la communauté déjà soudée va s'organiser pour apporter une aide financière, psychologique et surtout une assistance juridique aux détenus. Dans l'impossibilité de se constituer en association et déjà conscients des opportunités que permet internet, dix activistes créent en ligne en 2008 le groupe d'activistes LGBT tunisiens. Internet est surtout utilisé pour informer de l'aide juridique que le groupe peut apporter aux jeunes menacés par leurs familles ou par les autorités, les

dispositifs d'entre-aide et de prise en charge. Il leur permet dans une deuxième phase d'organiser des campagnes virtuelles d'information et de sensibilisation. Ainsi, Internet leur permet d'être actifs, disponibles et accessibles pour la communauté tout en restant anonymes. La plateforme numérique montre l'existence d'une communauté LGBT et permet la discrétion sur les identités des principaux protagonistes. Elle réunit deux critères fondamentaux permettant le début de la structuration de la communauté et des revendications : la visibilité et la confidentialité.

La communauté s'organise, s'unit et entame des actions collectives de lutte. Chez Marx, la conscience de classe n'est pas automatique. Le repli sur soi et l'absence de relations entre les membres d'une même classe empêchent le développement d'une conscience collective. Les travaux de Max Weber présentent la communauté comme un processus dynamique qui existe et évolue par le biais des relations sociales et des liens tissés entre les différents membres. C'est le cas pour les personnes LGBT en Tunisie, il a fallu tisser des liens, maintenir les relations entre les membres pour développer cette conscience collective. Par ailleurs, avoir les mêmes pratiques ou orientation sexuelles, subir les mêmes types de violences ne suffisaient pas à l'émergence d'un sentiment d'appartenance. Ce sont les actions collectives et les mécanismes de solidarité mis en place qui donnent aux participants poursuivant les mêmes objectifs le sentiment d'appartenir à un groupe social. Pour Weber, les facteurs matériels et les intérêts communs peuvent favoriser la formation d'une communauté mais ils ne suffisent pas à l'instaurer comme un état de fait. Pour qu'il y ait communauté, il faut un sentiment d'appartenance. Dans le cas de la communauté LGBT tunisienne, l'apparition de ce sentiment d'appartenance serait, pour nous, directement liée aux vagues d'agressions subies et est une réaction. Ceci correspond aux conclusions de Gertrud Neuwirth indiquant que la cohésion d'une communauté est fonction d'une solidarité partagée qui se manifeste en réponse aux stimuli extérieurs.

2. Structuration du mouvement

2.1. Une maturité en phase avec la transition politique

La Tunisie a connu depuis le soulèvement populaire, qui a conduit au départ du Président Ben Ali en janvier 2011, des bouleversements importants à divers niveaux. Le pays a vécu plusieurs crises politiques et a assisté à l'arrivée au pouvoir des islamistes du parti *Ennahdha*²⁴. La période est aussi marquée par une importante crise économique et des débats houleux autour de la rédaction de la nouvelle Constitution adoptée le 7 janvier 2014. Les Tunisiens ont assisté à

²⁴ Suite à l'élection de l'Assemblée Constituante en octobre 2011.

l'émergence de mouvements islamistes radicaux (ex : Ansar Al charia), à la reconnaissance de nombreux partis politiques, l'autorisation de plusieurs chaînes de télévision et stations de radio ainsi que la multiplication des titres de presse. La société civile est métamorphosée avec des dizaines de nouvelles associations et plus d'une centaine de partis. Cette période est aussi caractérisée par la grande place que prennent les médias numériques dans le débat et l'espace publics parce que considérés plus crédibles et plus indépendants que les médias classiques (presse, radio et télévision) longtemps sous l'emprise de l'ancien régime. Les enjeux de la révolution tunisienne de janvier 2011 se sont d'emblée situés au niveau de la gestion de la vie dont dépendra finalement le futur modèle de la société.

L'arrivée d'un parti islamiste conservateur au pouvoir a réveillé certaines peurs, remis en débat des questions identitaires et créé une confrontation entre deux projets de sociétés. L'absence de contrôle et le sentiment de liberté ont permis l'expression publique de plusieurs minorités identitaires et linguistiques, de revendications de tous genres. Ils ont aussi donné l'occasion aux membres de la communauté LGBT de se lancer dans la quête d'une reconnaissance institutionnelle et sociale. La communauté LGBT, déjà réunie dans plusieurs groupements virtuels, tente de s'organiser concrètement. C'est ainsi que plusieurs associations vont voir le jour non sans difficultés et après des ajustements sémantiques et juridiques. Cette démarche répond aussi à l'augmentation, dès les premiers mois de la phase de transition, d'actes homophobes qui se voyaient dans la multiplication des agressions physiques d'homosexuels allant jusqu'au meurtre homophobe²⁵. Les violences policières et les arrestations auraient selon les représentants de la communauté rapidement augmenté en 2011. Entre 2011 et 2013, les descentes policières dans les lieux fréquentés par la communauté sont régulières, et plusieurs cas de lynchage d'homosexuels sont répertoriés.

Ce besoin de structuration et de reconnaissance répond aussi à la poussée de propos explicitement homophobes dans les médias et les interventions d'hommes politiques. Le parti islamiste *Ennahdha*, lance dès la campagne électorale de 2011, des rumeurs accusant certains candidats du parti de gauche *Al Kotb* d'homosexualité afin de les discréditer. Ces mêmes accusations seront lancées en 2012 contre d'autres mouvances politiques. Des montages photos circulent sur les réseaux sociaux pour discréditer des militants associatifs.

Pour lutter contre l'homophobie sociale, politique et médiatique, les militants mettent en place des stratégies de structuration sur le long terme et certains envisagent la stratégie de visibilité concrète de la communauté avec en premier la fondation de plusieurs associations. C'est ce qui concrétise le passage d'une communauté virtuelle principalement active et visible en ligne à une communauté visible dans l'espace public.

²⁵ Le premier meurtre homophobe daterait de février 2011, mais le plus médiatisé est celui d'Angelo, un homosexuel italien, en 2012.

La plus ancienne est l'Association *Damj* (Association pour la justice et l'égalité)²⁶. Après avoir essuyé un premier refus en 2010 en raison de la mention des droits des LGBT dans les statuts déposés, *Damj* a été autorisée en 2011 comme association de défense des droits universels. Elle ouvre la voie à d'autres organisations comme l'association *Mawjoudin* (We exist)²⁷. Fondée en 2014 pour lutter contre les discriminations basées sur l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre et les caractères sexuels et défendre les droits des LGBT, *Mawjoudin* n'a obtenu son statut légal qu'en 2015²⁸. D'autres associations et collectifs suivront notamment *Shams*²⁹, autorisée le 17 mars 2015, et qui est officiellement la première organisation de défense des droits LGBT dans le registre des associations tunisiennes. La constitution et la reconnaissance des premières associations entre 2011 et 2015, laissera la place à une période décisive dans la formation et la structuration concrète d'un mouvement LGBT qui correspond à la définition du mouvement social et de l'action collective entre 2015 et 2018. Les membres des associations reconnues mettent en pratique les compétences acquises lors des expériences associatives antérieures, assurent l'internationalisation de la cause en intégrant des collectifs régionaux et internationaux et en participant à la création de nouveaux collectifs comme le Queer Maghreb Coalition en 2018.

2.2. De la communauté vers le mouvement

L'activisme change de nature en passant du réseau informel aux associations reconnues avec des statuts et des structures (bureau, commissions...). Les différentes composantes de ce qui tend à devenir un mouvement sont obligées de faire des choix structurels et stratégiques à différents niveaux. Le premier niveau est celui du fonctionnement, de l'ossature de l'association : le choix d'un fonctionnement hiérarchique ou le maintien de l'horizontalité. Cette dernière option est privilégiée par plusieurs associations. Le second niveau est celui de l'implantation géographique et de la portée des actions (nationales, régionales, internationales). Toutes les associations ont choisi une présence principale à Tunis la capitale pour des raisons de sécurité principalement et d'antériorité de l'engagement dans cette ville. Certaines associations ont fait le choix d'avoir, en plus de la capitale, une présence dans d'autres villes. C'est le cas de *Damj* présente à Sousse et Sfax par exemple. Deux associations ont choisi d'avoir également une présence à l'international à savoir *Shams* avec une antenne en France et *Chouf* initialement fondée en France en 2013.

²⁶ Disponible à l'URL : < <https://fr-fr.facebook.com/damj.tunisie> > [consulté le 16 septembre 2021].

²⁷ Disponible à l'URL : < <https://fr-fr.facebook.com/mawjoudin.tn/> > [consulté le 16 septembre 2021].

²⁸ Depuis 2018, elle a mis en place le Festival annuel de films et d'arts LGBTQI+. L'accent est mis sur les films montrant des réalités dites non hétéronormatives dans les pays du Sud.

²⁹ Le nom signifie en français « Soleil ». Disponible à l'URL : < <https://fr-fr.facebook.com/shamsfrancelgbt/> > [consulté le 16 septembre 2021].

Les différentes associations collaborent à plusieurs occasions, organisent des réunions pour mettre en place une stratégie commune, définir les enjeux et les défis à relever. D'où une coalition entre les principales organisations LGBT³⁰ annoncée en 2016. La coalition, soutenue par plusieurs associations nationales, a travaillé sur un rapport alternatif sur la situation des personnes LGBT en Tunisie³¹. Par ailleurs, les associations se spécialisent et couvrent les différents domaines d'action : sensibilisation et information (Damj)³², assistance aux victimes et aide psychologique et juridique (Mawjoudin), demande de dépenalisation (Shams)... Elles se spécialisent également pour couvrir les différents publics LGBT. Chouf est par exemple spécialisée dans la défense des droits des femmes à sexualité non normative. Estimant que les autres associations étaient plutôt tournées vers les problèmes des hommes homosexuels, Chouf se concentre sur les difficultés des lesbiennes et des personnes transgenres.

Des collaborations avec d'autres associations tunisiennes se mettent progressivement en place avec des échanges d'expertise et des programmations d'actions communes. Parmi les associations partenaires l'ATFD, l'ATL qui avaient accueilli des bénévoles LGBT du temps de la gestation du mouvement mais aussi l'Association tunisienne de défense des libertés individuelles (ADLI), La ligue Tunisienne de Défense des Droits de l'Homme (LTDH) ou encore l'Association Droit à la Différence (ADD). Cette dynamique va favoriser la création en 2016 du Collectif civil pour les libertés individuelles réunissant 34 associations et ONG. Le collectif intègre parmi ses missions la défense des droits des LGBT et défend l'abrogation de l'article 230. La cause LGBT dépasse désormais le cadre des associations et collectifs historiques de la communauté.

Nous relevons, dans cette phase, la concrétisation des trois composantes qui caractérisent les mouvements sociaux chez Tilly (2004). Il y a, en effet, un effort public organisé qui se voit dans l'action des membres de la communauté et qui s'installe dans le temps. Nous observons également la constitution de coalitions nationales et internationales et l'organisation de réunions et de campagnes d'information et de sensibilisation considérées comme indispensables pour qualifier un mouvement social chez Tilly. Le 3^{ème} critère de Tilly est la présence des attributs³³ de valeur, de dignité, de nombre et d'engagement permettant d'évaluer et de considérer un mouvement social qui s'expriment dans l'unité entre les différents collectifs, les valeurs communes mises en avant et l'élargissement progressif de la base et des sympathisants.

³⁰ La coalition réunissait Damj, Mawjoudin, Chouf, Shams et le collectif Kelmti.

³¹ Pointant les contradictions avec la constitution de 2014 et énumérant les injustices subies par la communauté, le rapport est présenté à l'occasion de l'examen périodique universel de la situation des Droits de l'Homme en Tunisie par le conseil des droits de l'Homme.

³² Damj a rédigé et distribué un « Guide de sécurité » regroupant les informations sur les droits et les mesures juridiques de protection des LGBT. Il comprend également des informations sur la santé sexuelle et la sécurité numérique.

³³ WUNC : les attributs permettant d'évaluer un mouvement chez Tilly : Worthiness, Unity, numbers, commitment.

2.3. La mobilisation des ressources

Les militants et les activistes de la cause LGBT ont su profiter du contexte politique favorable. La période de transition a servi à mobiliser les ressources disponibles : compétences acquises lors des expériences associatives précédentes, contacts à l'étranger, acquis des formations suivies et ce que nous considérons comme étant la principale ressource disponible : Internet et les médias numériques.

Les usages de la communauté LGBT étaient initialement tournés vers le divertissement et le relationnel notamment via les sites de rencontres. Avec la création en ligne en 2008 du premier collectif LGBT tunisien, les usages se diversifient en prenant une dimension engagée et en endossant un rôle d'information à destination de la communauté. Nous relevons également un rôle de mise en relation entre les membres de la communauté LGBT en Tunisie et des militants dans d'autres pays comme le Maroc ou le Liban. Internet a servi de plateforme d'échanges d'expériences avec des collectifs libanais et marocains en vue de s'inspirer de leurs modalités d'actions, de leurs stratégies et de se former aux méthodes de lobbying. A partir des années 2010, il devient la principale vitrine, moyen de communication et de mobilisation des acteurs de la communauté LGBT. Internet d'une manière générale et les réseaux sociaux en particulier, jouent un rôle déterminant par leur disponibilité, leur faible coût, la sécurité qu'ils offrent et l'audience importante qu'ils permettent depuis 2011 avec l'explosion du nombre d'internautes et des comptes *Facebook* en Tunisie.

Shams est un exemple de l'importance du numérique et particulièrement de *Facebook* dans la structuration de la communauté LGBT et la médiatisation de ses revendications. Elle a d'abord été une page *Facebook*, appelant à la dépénalisation de l'homosexualité, et qui a attiré en quelques mois plus de 50000 abonnés. L'intérêt pour la page a encouragé les deux responsables à passer à la lutte concrète et à fonder l'association. La reconnaissance officielle en 2015 entraîne des réactions très violentes de la part des politiques mais aussi des anonymes : propos homophobes de députés, agressions et menaces sur internet, messages de haine sur les pages *Facebook* de plusieurs associations. Une partie de la classe politique, des religieux et une large partie de la population rejettent cette reconnaissance et plusieurs recours sont déposés pour annuler le visa de l'association³⁴. Cette existence concrète de l'association et de ses revendications dérangent religieux, juges, politiques et députés qui ont peur d'autres revendications possibles.

Très imprégnée par l'engagement numérique qui est à son fondement, *Shams* mobilise cette ressource numérique disponible et populaire et contourne ainsi l'inaccessibilité des médias

³⁴ En Janvier 2016, *Shams* est priée de suspendre ses activités, suite à une requête du chargé du contentieux de l'État. Elle reprend ses activités en février 2016 suite à une décision de justice. En février 2019, une nouvelle demande de dissolution a été déposée à l'encontre de *Shams*.

classiques. Active sur *Facebook*, *Shams* s'approprié tous les volets de cette ressource. En 2017, *Shams* diversifie les outils et les formats numériques. L'association tourne un documentaire intitulé « *Au pays de la démocratie naissante* »³⁵ et le diffuse sur *Youtube*. La visibilité du documentaire sur *Youtube* permet sa sélection dans plusieurs festivals de cinéma internationaux ainsi qu'à la Conférence internationale des LGBT francophones de Montréal.

En décembre 2017, est lancée la Webradio, *Shams Rad*³⁶, première radio de la communauté LGBT au Maghreb avec comme objectif de « *banaliser le débat à propos de l'homosexualité* ». L'annonce du lancement de la radio, le 11 décembre, entraîne des réactions de haine et des menaces de mort de la part des religieux. Un procès est même intenté par le Conseil national des imams et des cadres des mosquées.

Pour chacune de ces actions, *Shams* organise une campagne d'information sur la page *Facebook* de l'association et celles des autres associations LGBT tunisiennes et partenaires.

Cette présence dans les médias numériques, les échanges d'expérience avec des militants marocains et libanais via les réseaux sociaux ont facilité un glissement des militants tunisiens et de leurs actions vers la rue. Forts de leur communauté virtuelle et de la structuration progressive en associations et collectifs reconnus, les militants ont organisé plusieurs mobilisations notamment en marge du Forum Social Mondial (Tunis, 2015). D'autres actions publiques suivront souvent sous les huées des passants et nécessitant l'intervention de la police pour escorter les manifestants. Ces manifestations ont permis une occupation momentanée de l'espace public. La portée symbolique de la présence de ces militants dans les rues de Tunis instaure concrètement la question de la diversité des orientations sexuelles dans les agendas politique et médiatique.

L'exposition numérique des activistes, la médiatisation des revendications et la mobilisation dans l'espace public à travers plusieurs manifestations, coïncident avec une nette augmentation de la répression de l'homosexualité et un recours massif au test anal par les autorités³⁷. La visibilité numérique est accompagnée par une répression policière prononcée et un intérêt des médias classiques.

Les réseaux sociaux et les plateformes de partage, *Facebook* et *Youtube* en tête, servent de relais à de violentes réactions homophobes. Des appels au meurtre d'homosexuels dans des prêches du vendredi sont relayés sur *Youtube*³⁸, des photos dénonçant des personnes supposées être

³⁵ Le documentaire décrit la situation précaire des minorités sexuelles en Tunisie et dénonce leur quotidien.

³⁶ La radio émet quotidiennement de 8 h à minuit, avec une programmation variée : musique, analyses politiques et sociétales, actualités culturelles. Une partie de la programmation est réservée à l'actualité des minorités sexuelles.

³⁷ Selon *Shams*, 127 personnes ont été condamnées à des peines de prison pour homosexualité en 2018, contre 79 en 2017 et 56 en 2016.

³⁸ A titre d'exemples, cfr. la vidéo de l'imam de la mosquée de Sfax :

< <https://www.youtube.com/watch?v=aEAiNFHryZ8> >; cfr. aussi le vidéo de l'imam de la mosquée de Megrine à Tunis : < <https://www.youtube.com/watch?v=zCLNDhGVaH4&feature=youtu.be> > [consulté le 16

homosexuelles sont postées sur Facebook. La présence du président de *Shams* dans une émission télévisée en avril 2016, a déclenché des réactions en chaîne sur les réseaux sociaux en interaction avec l'espace public. D'où une campagne de boycott mise en place en 2016 par plusieurs commerçants et restaurateurs qui refusent d'accueillir ou de servir des homosexuels.

Les choix de visibilité, d'exposition médiatique des activistes et de la communauté ne font pas l'unanimité dans le mouvement LGBT. Les associations optent pour des stratégies différentes : une présence seulement en ligne pour *Kelmy*, la protection des militants pour une majorité des associations et une stratégie basée sur l'exposition directe et même la polémique médiatique privilégiée par *Shams*. *Chouf* et les militantes femmes³⁹ des différentes structures jugent risqué le choix de surexposition médiatique de *Shams*. C'est l'un des points de discordes les plus importants entre les associations. Ces divergences ont persisté jusqu'en 2019, lorsque le fondateur de *Shams*, Mounir Baatour décide de se présenter à l'élection présidentielle en sa qualité de Président du Parti libéral. Les autres associations y voient un risque important pour toute la communauté LGBT. Une pétition contre cette candidature est signée par 18 associations LGBT dont 11 associations Tunisiennes⁴⁰. *Shams* est finalement exclue de la coalition.

Affrontement, évitement, contournement : autant de stratégies choisies et expérimentées par les différentes associations. Elles témoignent des différences générationnelles, « genrées », de formation et de compétences existantes entre les composantes du mouvement. Le plus jeunes optent pour l'affrontement et la médiatisation, les plus anciens ayant connu la longue phase de gestation et étant marqués par des vagues de répression maintiennent le choix du contournement. Les femmes lesbiennes et les trans sont beaucoup plus prudents et préfèrent, pendant plusieurs années, ne pas exposer les militants et les membres de la communauté victime d'agression, et optent pour une stratégie d'évitement. Cette prudence, observée au sein d'autres organisations féminines, se justifie par la vulnérabilité symbolique et juridique plus importante des femmes dans les sociétés arabo-musulmanes et par l'ampleur démesurée que prend la transgression lorsqu'elle émane des femmes. La visibilité et l'occupation par l'espace public de Rania Amdouni, de l'association *Chouf*, étaient en 2021 à l'origine d'une campagne de harcèlement sur les réseaux sociaux contre la militante queer⁴¹, de plusieurs agressions subies en pleine rue. Elle a finalement été incarcérée en février 2021 avant d'être libérée en le mois suivant.

septembre 2021].

³⁹ Il ne s'agit pas ici d'une spécificité des lesbiennes en Tunisie mais plutôt d'une tendance constatée dans d'autres communautés LGBT dans lesquelles les femmes s'exposent moins.

⁴⁰ Le texte de la pétition indique « Nous considérons qu'il, représente non seulement une menace, mais aussi un énorme danger pour notre communauté ».

⁴¹ Militante de gauche et de l'association *Damj*, elle est présidente de « *Chouf* » l'association de défense des LGBTQI+. Elle a été arrêtée en février 2021 pour « outrage à un fonctionnaire public » après avoir exprimé son mécontentement devant un poste de police. Elle s'y était rendue pour porter plainte pour harcèlement et aurait été humiliée et harcelée par les policiers eux-mêmes qui ont refusé d'enregistrer sa plainte.

Ces différences de stratégies et de positionnement, les évolutions dans les positions et choix de certaines associations montrent que le mouvement est aujourd'hui en phase d'ajustement et de régulation.

Conclusion

Les dix dernières années ont été marquées par plusieurs bouleversements socioculturels, des questionnements identitaires et des revendications genrées. L'émergence de ces revendications a profité de la libéralisation qui distingue cette phase de transition pour mettre en pratique toutes les compétences acquises lors de la phase de gestation et de clandestinité qu'ont connu les militants et activistes entre 1990 et 2010. Les militants et sympathisants de la cause LGBT, empêchés d'accéder aux médias classiques se sont retournés vers les médias et réseaux sociaux numériques pour s'exprimer, militer et fédérer. En s'emparant de ces médias numériques, les collectifs LGBT ont développé des stratégies pour assurer leur visibilité, s'organiser, informer et encadrer. Cette visibilité, cette monstration de la différence sur les réseaux sociaux et les revendications d'abrogation de la loi incriminant l'homosexualité fondent les prémisses d'un débat sociétal sur le genre et la place de l'homosexualité dans une société arabo-musulmane. Le débat s'est progressivement déplacé de la sphère numérique vers les médias classiques. Des interactions médiatiques, sociales et symboliques sont ainsi à l'œuvre pour entamer un effritement progressif de cette vision unique du genre et des identités masculine et féminine, et contribuent à la construction/reconstruction de nouvelles représentations qui évoluent dans les interactions et le quotidien.

Une nouvelle dynamique s'est installée dans la société, notamment avec des manifestations LGBT pérennes dans le temps comme *Le Mawjoudin Queer Festival* ou le *Festival Chouftouhonna*. L'évolution se voit également dans la terminologie désormais utilisée par les médias, politiques et les membres de la société civile. Un glissement sémantique s'est opéré pour passer du terme « Chedh » (déviant) qui était largement utilisé pour désigner tous les membres de la communauté, vers le terme « Mithli » (homo), plus neutre. Ce changement sémantique est témoin d'une évolution symbolique dans les représentations et la perception de la différence. La dynamique instillée par le mouvement LGBT a des répercussions plus symboliques pour la communauté notamment avec des autorisations d'affirmation de genre et de changement d'état civil accordées en 2013 et plus récemment en 2018.

L'implantation du mouvement dans la société civile, son inscription dans le débat sociétal, la dynamique qu'il instaure et les premiers signes de changements culturels qui apparaissent

Condamnée en première instance à 6 mois de prison et incarcérée, elle a été libérée en mars 2021 avec une peine de sursis et une amende.

confirment le passage progressif d'une communauté active à une forme de mouvement social naissant dans le sens entendu par la sociologie des mouvements sociaux. Melluci (1996) affirmait que, dans un mouvement social, les individus cherchent à dénoncer leur mauvaise position dans la société et visent à ajuster les codes sociaux afin d'améliorer leur condition. La communauté LGBT en Tunisie, s'est progressivement dotée d'outils et des moyens nécessaires pour dénoncer la situation de ses membres et a mis en place plusieurs stratégies médiatiques et de militantisme pour faire évoluer les représentations sociales et les codes sociaux en luttant contre l'homophobie. Nous envisageons, comme présenté tout au long de cette contribution, une évolution de la structuration et du fonctionnement des LGBT en Tunisie de la forme de communauté au modèle d'un mouvement de revendications. Mc Carthy et Zald définissaient, un mouvement social, comme étant des structures de préférences orientées vers le changement social, comme un ensemble d'opinions partagées au sein d'une population visant à changer certains éléments de la structure sociale. Dans ce sens, ce que nous observons en Tunisie depuis une décennie, tend à devenir un mouvement social. L'émergence des mouvements sociaux est souvent attribuée à la théorie de la mobilisation des ressources. Cette affirmation est validée dans le cas du mouvement LGBT ici étudié même si la nature de la ressource que nous avons retenue diffère des ressources politiques et économiques auxquelles font référence les études classiques. Par ailleurs, notre étude des revendications des LGBT tunisiens montre également que l'instabilité du contexte politique et social a favorisé l'émergence des structures de mobilisation que sont les associations et collectifs LGBT qui ont vu le jour entre 2011 et 2015.

Nous devons, toutefois, préciser ici que dans le cas LGBT tunisien, nous ne pouvons parler d'un mouvement social comme ceux étudiés dans les théories citées plus haut dans le sens où il s'agit pour l'instant d'un micro-mouvement puisqu'il ne concerne qu'une minorité dans la société. Malgré l'organisation de manifestations publiques et les relations établies avec les composantes de la société civile, le mouvement n'a pas encore d'envergure nationale et ne dispose pas d'une grande popularité. Nous devons également relativiser parce qu'il s'agit d'un mouvement de nature identitaire et culturelle qui diffère des mouvements politiques et idéologiques habituellement étudiés. Enfin nous devons nuancer parce que ce mouvement ne dispose pas encore de l'assise sociale et de l'ancrage historique qui distinguent les mouvements sociaux largement étudiés en Tunisie à savoir le mouvement étudiant ou le mouvement syndical. Nous manquons clairement aujourd'hui du recul nécessaire pour classer ce que nous observons dans la catégorie des mouvements sociaux classiques.

La pérennisation des revendications, l'inscription dans le temps long et une adhésion plus large de la population permettraient probablement dans quelques années de revenir sur cette nuance et de confirmer le passage des luttes LGBT à un mouvement social dans le sens sociologique du terme.

L'AUTRICE

Zeineb TOUATI est Maîtresse de Conférences en Sciences de l'Information et de la Communication à l'Université de Nantes (France). Membre du Laboratoire des Sciences du Numérique de Nantes (LS2N). Elle travaille sur les évolutions sociétales et culturelles à l'ère du numérique, le rôle des médias et des interactions symboliques dans la construction des identités et des représentations sociales de genre. Ses dernières publications portent sur les mouvements de contestation dans les pays arabes, les représentations sociales des femmes et sur l'émergence des mouvements LGBT dans les contextes autoritaires.

URL: < <http://www.studistorici.com/progett/autori/#Touati> >